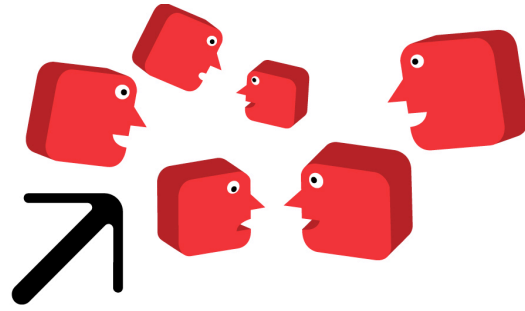




PES Council
Sofia, 22-23 November 2007



Résolution adoptée

Conseil du PSE, 22-23 novembre 2007

Lutter contre les changements climatiques D'une urgence planétaire à une opportunité mondiale

Agissons maintenant !

L'avenir de la civilisation humaine est confronté à une menace sans précédent. Les données scientifiques, bien qu'elles aient été remises en question de façon répétée par la droite européenne, ont mis fin au débat sur le réchauffement de la planète. Les émissions de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre doivent être fortement réduites au niveau mondial si nous voulons enrayer des changements climatiques, qui, s'ils ne sont pas maîtrisés, pourraient avoir des conséquences dévastatrices sur l'environnement, la vie humaine, l'économie mondiale, et l'avenir des générations futures.

Nous devons agir et agir maintenant. Nous pouvons juguler les changements climatiques. Nous disposons déjà de nombreux instruments technologiques pour ce faire. A présent, il s'agit d'une question de volonté politique. Nous devons forger une alliance progressiste mondiale contre les changements climatiques, et ce à tous les niveaux, partant de chaque individu à travers des actions nationales pour remonter au niveau international, par une action commune de tous les Etats ensemble.

En tant qu'Européens, nous devons faire preuve de leadership. Nous devons continuer à œuvrer pour une bonne issue des négociations sur les changements climatiques en décembre à Bali. Et nous devons accélérer et intensifier nos efforts afin de réduire nos propres émissions.

En tant que socialistes, sociaux-démocrates et démocrates progressistes, nous devons montrer la voie politique à suivre. Nous savons que les marchés ne régleront pas le problème à eux seuls. Ils ont besoin d'une orientation politique et d'avantages économiques pour changer de direction. Nous serons à l'avant-garde des efforts pour développer une stratégie progressiste afin de combattre les changements climatiques.

Pour les socialistes, sociaux-démocrates et démocrates progressistes, la lutte contre les changements climatiques doit faire partie intégrante de la lutte pour la justice mondiale. Les groupes les plus défavorisés de nos sociétés sont en train de payer le prix des changements climatiques, en particulier le monde en développement où des conditions climatiques ardues, les inondations et les sécheresses détruisent les principales sources de revenu des populations. Même dans les pays plus riches, les plus pauvres ne peuvent



souvent pas se permettre de s'assurer contre les inondations et les dégâts causés par les incendies. Tous les contribuables doivent payer, en définitive, lorsque les infrastructures publiques sont endommagées et que les primes d'assurance augmentent.

Les deux prochaines années seront décisives pour encadrer la lutte contre les changements climatiques... Et les possibilités s'offrant à nous d'éviter les pires effets de ces changements se réduisent de plus en plus.

Nous devons tous contribuer !

Les responsabilités de la crise du climat sont générales, en particulier dans le chef des régions les plus riches du monde. C'est pourquoi nous soutenons pleinement les objectifs ambitieux que l'Europe a adoptés en matière de réduction de CO₂. L'UE doit prendre la tête de la lutte contre les changements climatiques.

Le monde a besoin d'un front mondial commun pour lutter contre les changements climatiques au sein des Nations unies. Nous appelons tous nos partenaires internationaux à saisir l'opportunité de la Conférence de Bali de décembre prochain afin d'arriver à de progrès réels sur la voie vers un accord nouveau, juste et véritablement efficace qui remplacera le Protocole de Kyoto après 2012.

- Les économies émergentes doivent faire partie de cet accord mais pour ce faire, il faudra définir un partage équitable de la charge entre nations.
- L'UE doit également faire montre de leadership en ce sens, en ce faisant le champion d'un partenariat mondial pour la mobilisation de fonds, l'échange de meilleures pratiques en matière d'efficacité énergétique et un transfert de technologies.
- Les économies en développement doivent également allier la croissance économique et le progrès social qui leur sont nécessaires avec des politiques environnementales de plus en plus responsables et effectives. Ils ont besoin de notre soutien dans ce domaine.

Les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés en matière de réduction du CO₂, d'énergies propres et d'efficacité énergétique exigeront des décisions politiques difficiles. Nous ferons tout notre possible pour garantir que ces décisions politiques soient prises et mises en œuvre partout où nous participons au processus décisionnel, à tous les niveaux de gouvernement, du niveau européen au niveau national, régional et local. Nous devons nous assurer en particulier que nos politiques soient cohérentes et que nous nous dotions des instruments politiques nécessaires (par exemple, une politique de transport véritablement durable) pour atteindre nos objectifs.

Mais les décisions politiques difficiles ne suffiront pas. Nous devons tous apporter notre contribution parce que la lutte contre les changements climatiques, même par de simples gestes de la vie quotidienne, doit devenir un élément de notre mode de vie. Les gouvernements peuvent nous y aider en lançant de vastes campagnes d'informations menées à l'adresse des citoyens ordinaires et en adoptant des politiques encourageant un changement en matière d'énergie dans tous les Etats membres. De même, nous appelons les entrepreneurs européens à devenir des partenaires actifs et responsables dans cette bataille, en contribuant à faire de l'Europe la première économie à faible émission de carbone au monde.

Nous appuyons la création d'un forum européen du pétrole où les représentants des Etats membres, de la Commission européenne, de la communauté scientifique, de l'industrie, des organisations environnementales et agricoles pourraient se réunir et discuter ensemble de ce qu'il faut faire au niveau européen pour mettre fin à notre dépendance vis-à-vis du pétrole.



Un éventail de nouvelles possibilités : une feuille de route pour une action mondiale sur le climat, la croissance durable et les emplois décents

La lutte contre les changements climatiques n'est pas seulement une bataille environnementale, mais aussi un impératif économique et social. Agissons maintenant et nous pourrons élaborer une nouvelle orientation politique en matière de changements climatiques sur la base d'une croissance intelligente et verte favorisant la création de nouveaux emplois et de meilleure qualité.

Par conséquent, il ne s'agit pas de choisir entre la lutte contre les changements climatiques ou la promotion de la croissance, de l'emploi et du progrès social. La lutte contre les changements climatiques, pour la protection de notre écosystème dans son intégralité et pour le bien-être des générations futures peut et doit être porteuse d'une croissance durable et de travail décent.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une feuille de route pour une action mondiale. La transition vers un modèle de développement à faible émission de carbone et durable ne peut réussir que moyennant des efforts internationaux coordonnés qui s'inscrivent dans un accord mondial juste et effectif. Dans le cadre de cet accord, tous les gouvernements doivent mettre en place les politiques nationales et européennes adéquates et accepter d'atténuer les conséquences du changement climatique à venir et d'adapter les politiques internationales afin de limiter les conséquences négatives et/ou mettre à profit les opportunités associées au changement climatique. Une feuille de route crédible doit inclure des politiques d'atténuation ainsi que d'adaptation. La question de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre a, jusqu'à présent, dominé l'agenda du changement climatique. Cependant, il devient de plus en plus évident que l'adaptation sera nécessaire pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique, qui est déjà inévitable à cause d'émissions passées. De futures actions pour combattre le changement climatique doivent comprendre au moins sept éléments-clés :

- Un objectif mondial à long terme limitant l'augmentation moyenne des températures mondiales à moins de 2°C ;
- Des objectifs intermédiaires concrets et contraignants pour la réduction des émissions de CO₂ dans tous les pays industrialisés et pour la limitation des augmentations des émissions de CO₂ dans les économies émergentes, dans la lignée d'une réduction des émissions mondiales de CO₂ d'au moins 50% pour 2050, par rapport au niveau de 1990 ;
- Des politiques nationales, régionales et mondiales effectives afin de déterminer un prix adéquat du carbone dans le cadre d'un système d'échange d'émissions international véritablement viable ;
- Le déploiement massif au niveau national, régional et mondial de technologies propres, avant tout pour ce qui est de la production et de l'utilisation d'énergie sous toutes ses formes. Celui-ci exigera de nouvelles politiques et de nouveaux mécanismes de soutien financier afin de promouvoir l'investissement dans la recherche, le développement et l'innovation, entre autres en Europe, ainsi qu'un partenariat mondial afin d'accélérer et financer les transferts de technologie nécessaires vers les économies en développement ;
- Un nouveau partenariat mondial contre la pauvreté, reflétant les nouveaux défis posés au système commercial, à la politique de développement et au financement du développement comme conséquences de l'impact des changements climatiques sur les pays les plus pauvres et des coûts croissants que supposent les politiques nécessaires d'adaptation et d'atténuation de l'impact des changements climatiques.
- Une nouvelle approche environnementale dans les accords d'association de l'Union européenne

- Des mécanismes d'adaptation renforcés, avec une attention particulière aux ressources aquifères.

Sortons gagnants de la lutte contre les changements climatiques

Les changements climatiques constituent une énorme menace. Mais la lutte contre ces changements peut également constituer une nouvelle opportunité pour le monde, qui nous force à changer nos modes de production et nos modèles de consommation insoutenables et nous offre une possibilité de réorienter notre monde vers la voie d'un développement durable.

Notre génération a le devoir et le privilège de jeter les bases d'un monde meilleur – un monde de paix, d'équité, de solidarité entre les peuples et les générations, de gestion responsable de l'avenir de notre planète de la part de tous les niveaux de gouvernement. Les socialistes, sociaux-démocrates et démocrates progressistes seront à l'avant-garde des efforts politiques pour jeter ces bases.